

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse
ud68.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Mulhouse, le 9 avril 2026

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur 

ESSITY (ex TISSUE FRANCE)
USINE DE KUNHEIM
68320 Kunheim

Références : 0006700642_2026_03_06_ESSITY_VIIC_PFAS_boues
Code AIOT : 0006700642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement ESSITY (ex TISSUE FRANCE) implanté USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 Kunheim.

La visite s'inscrit dans le cadre de l'Action Nationale 2026 sur les PFAS dans les rejets aqueux. Cette action fait suite à l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'eau de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSITY (ex TISSUE FRANCE)
- USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 Kunheim
- Code AIOT : 0006700642 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Essity fabrique des produits d'hygiène à partir de fibres neuves (mouchoirs, lingettes, papier toilette,...).

Thèmes de l'inspection : AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS | Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	--	-----------------------

1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
4	Réalisation des campagnes de prélèvement boue	AP Complémentaire du 06/10/2025, article 2	
5	Analyses des 20 PFAS	AP Complémentaire du 06/10/2025, article 3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection vise à vérifier que l'exploitant répond à ses obligations en matière de recherche de substance PFAS dans les eaux usées du site et dans les boues produites par sa station d'épuration interne.


Il apparaît que l'exploitant a oublié l'analyse du paramètre AOF lors des campagnes d'analyse d'eaux usées de 2023. Ces analyses n'ont toutefois pas révélé la présence de PFAS dans des concentrations supérieures aux limites de quantification.

Il apparaît également que l'exploitant a réalisé 2/3 campagnes de prélèvement et de recherches de PFAS dans les boues de sa station d'épuration. La dernière analyse interviendra dès le redémarrage de la production actuellement en arrêt en raison de la maintenance programmée de la machine à papier. Les premiers résultats d'analyses sur les boues ont notamment montré la présence de traces de PFOS alors qu'aucun produit contenant des PFAS n'est utilisé sur site.


Aussi, à l'occasion de cette dernière campagne d'analyse de boues, l'exploitant procédera également à l'analyse des PFAS et de l'AOF dans les rejets de ses eaux usées et dans l'eau prélevée pour les besoins de process.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Autre - Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : De part son activité, l'exploitant est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse de substances PFAS dans les rejets aqueux. L'exploitant a réalisé les 3 campagnes d'analyses en août, octobre et novembre 2023 et les a déclarées dans l'outil de télédéclaration GIDAF. Il est constaté toutefois que les résultats des paramètres PFOS (code sandre 6561) et PFOA (5347) ne sont pas mentionnés sur GIDAF alors que les résultats des formes linéaires (L-PFOA) et ramifiées (B_PFOA) des acides perfluorooctanoïques figurent dans les rapports du laboratoire prestataire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de compléter GIDAF en indiquant les sommes des concentrations des PFOS et PFOA mesurées lors des 3 campagnes d'analyses réalisées en 2023.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 2 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Autre - Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a réalisé des recherches sur la présence de PFAS ou plus largement de produits contenant du fluor dans l'ensemble des produits utilisés au sein de son site. Il apparaît qu'une seule substance contenant des PFAS est détectée. Il s'agit d'un lubrifiant industriel utilisé dans le cadre de la maintenance des machines de la papeterie. L'exploitant déclare que les autres produits mis en œuvre sur site, notamment dans le cadre de la préparation de la pâte à papier, ne contiennent pas de PFAS en regard des fiches de données de sécurité.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Autre - Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'exploitant a réalisé les 3 campagnes d'analyse sur les rejets d'eaux usées du site conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Il apparaît que l'exploitant a analysé l'ensemble des PFAS du 2 de l'annexe 3 de l'arrêté. Les analyses pratiquées n'ont pas mis en évidence la présence de PFAS dans des concentrations supérieures aux limites de quantification. Il apparaît toutefois que l'exploitant n'a pas réalisé de mesures du paramètre AOF demandé au 1 de l'annexe 3. Ce point constitue une non conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conformément à son engagement, l'exploitant réalisera l'analyse d'AOF lors des prochaines campagnes de recherche de PFAS dans ses eaux usées.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 Mois

N° 4 : Réalisation des campagnes de prélèvement boue

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2025, article 2
Thème(s) : Autre - réalisation des 3 campagnes
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise trois campagnes d'analyses sur les boues issues du traitement des eaux usées, par lot représentatif du fonctionnement normal du site et constitué selon la fréquence d'évacuation des boues pour les paramètres et substances listées en annexe I du présent arrêté selon les modalités définies à l'article 4. La première campagne débute au plus tard un mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : A date , l'exploitant a réalisé 2 campagnes d'analyses PFAS dans les boues de la station d'épuration du site. Un premier prélèvement de boues a été réalisé le 07 octobre 2025 et un deuxième le 25 novembre 2025. Depuis, le site est à l'arrêt suite à la maintenance de la machine à papier. Le redémarrage est prévu à la fin du mois de mars 2026, date à laquelle la production de boues reprendra. La dernière analyse sera réalisée à partir de ce moment.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Analyses des 20 PFAS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques - Analyse 20 PFAS
Prescription contrôlée : La campagne porte sur l'analyse de substances listées dans le tableau de l'annexe 1. Elle est étendue à d'autres substances PFAS lorsque celles-ci ont été quantifiées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé. Les prélèvements des boues sont effectués par un organisme ou un laboratoire agréé au titre du code de l'environnement, ou accrédité par le Comité Français d'accréditation, ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Les échantillons doivent être représentatifs des conditions de fonctionnement habituelles de l'installation. Les analyses des substances en annexe 1 et des substances PFAS complémentaires sont à réaliser par un organisme ou un laboratoire agréé, ou accrédité par le Comité Français d'accréditation, ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation
Constats : L'exploitant a procédé à la recherche des PFAS listés à l'annexe 1 de l'arrêté sus cité. La limite de quantification utilisée est de 0,1 µg/kg de MS qui est cohérente avec les différents standards utilisés. Les résultats d'analyses montrent la présence de traces de PFAS dans les boues, notamment du PFOS alors que l'exploitant a démontré qu'il n'en utilisait pas dans son process (pas dans les intrants ni dans la pâte brute importée sur site, hormis une graisse teflonnée utilisée en maintenance et non susceptible de se retrouver dans les eaux usées). Dans le cadre de la dernière campagne d'analyse de boues et conformément à ses engagements pris en inspection, l'exploitant étendra son programme de recherche de PFAS dans les eaux prélevées et les eaux rejetées (sans omettre le paramètres AOF) afin d'identifier l'origine de la présence de PFAS dans les boues de sa station d'épuration.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :